

Article 21 du Règlement

Le *Financial Post* du 23 novembre 1987 lui attribuait la déclaration suivante:

Certains libéraux du Québec commencent à parler ouvertement de s'abstenir pendant les prochaines élections. Le ministre de l'Énergie de Bourassa, John Caccia, aurait même déclaré: «J'aurai du mal à appuyer quelqu'un qui fait des déclarations pareilles», visant essentiellement la position adoptée par Turner en matière de libre-échange.

N'est-ce pas intéressant? Passons maintenant à l'Ontario. Nous allons parcourir le pays.

Ray Curran, président de l'association de circonscription de Sarnia—Lambton—il s'agit des libéraux soit dit en passant, et je parlerai plus tard de certains néo-démocrates—a déclaré ce qui suit d'après la *Gazette* de Montréal:

La position adoptée par le chef libéral John Turner à propos du libre-échange est absolument irresponsable. On ne déchire pas comme cela un accord qui est intervenu entre deux gouvernements souverains.

Passons à ce que disait Allison DeLong à l'assemblée législative du Nouveau-Brunswick:

Monsieur le Président, notre premier ministre et notre gouvernement se sont publiquement déclarés d'accord au sujet de l'imminent Accord de libre-échange. J'estime que c'est là l'événement le plus important pour notre population qui soit survenu depuis la Confédération.

Nous avons maintenant de notre côté le Nouveau-Brunswick à près de 100 p. 100; sauf pour quelques néo-démocrates, si jamais on arrive à mettre la main dessus. Tout le monde le dit ouvertement.

M. Langdon: Pourquoi ne vous présentez-vous pas dans Selkirk?

M. Holtmann: Pourquoi l'ex-premier ministre provincial ne se présente-t-il pas dans ma circonscription plutôt que moi dans la sienne? Il a déjà la trouille.

Je sais que les députés néo-démocrates n'ont ni respect ni sympathie pour un libéral, mais dans *Maclean's* du 28 mars 1988, Milton Harris, un ancien président du comité exécutif national des finances pour le parti libéral, disait:

Je vais voter pour les conservateurs et, s'ils me le demandent, je leur donnerais même de l'argent.

Comme vous le voyez, monsieur le Président, il est prêt à soutenir ses convictions avec de l'argent.

Et Don Johnston—je devrais dire le député de Saint-Henri—Westmount, puisqu'il est toujours membre de cette chambre, disait dans un discours à Vancouver, le 22 novembre:

Si nous ne réussissons pas et si le protectionnisme américain augmente, je pense que le coût de l'ajustement sera beaucoup plus élevé que celui qui résulterait d'un accord commercial négocié. Les pertes d'emplois pourraient non seulement être plus importantes, mais elles seraient aussi plus concentrées dans certaines régions, ce qui laisserait peu de glace à la création d'emplois...

M. Langdon: Place!

M. Holtmann: C'est exact, il y a une faute de frappe. Ce que je veux faire ressortir c'est que ceux qui prétendent que le libre-échange fera perdre des emplois doivent aussi envisager le revers de la médaille. Que coûtera le protectionnisme américain? Je suppose que le député d'Essex—Windsor ne se préoccupe pas de ce qu'entraînerait une protection dans la région où il vit.

M. Johnston a dit d'autres choses intéressantes, notamment ceci, le 20 janvier 1988, selon le *Ottawa Citizen*:

Notre position au sujet du libre-échange ne se distingue pas de celle du NPD... pourquoi alors quelqu'un voterait-il libéral?

M. Langdon: Bonne question.

M. Holtmann: C'est une déclaration incroyable, vu qu'ils siègent tous les deux du même côté de la clôture. Le député de Saint-Henri—Westmount disait encore, toujours selon le *Ottawa Citizen*:

Le libre-échange est absolument essentiel à la santé économique du Canada.

Je pourrais continuer. Dans le *Globe and Mail* du 3 novembre 1986, on disait ceci:

Dans une lettre à Lloyd Axworthy, critique libéral du commerce extérieur, et à James de Wilde, professeur en science politique à l'université Western Ontario, Don Johnston met en pièce le «Cadre d'une politique commerciale libérale» qu'ils ont préparé conjointement et qui est la troisième ébauche d'une politique commerciale.

Le document demande un mécanisme de résolution des différends entre les deux pays, des dispositions pour indemniser les secteurs qui seront touchés et une certaine forme de protection pour les nouveaux secteurs en expansion.

M. Johnston était plutôt perturbé. Il n'est pas surprenant qu'il ait pris la décision d'abandonner son parti.

Le débat sur cette question dure maintenant depuis des centaines de jours, souvent en comité.

Des voix: Oh, oh!

M. Holtmann: Les députés d'en face rient du débat que nous avons eu dans cette chambre et dans le pays. Je pense qu'au total il dure depuis 190 jours.

La présidence me fait signe que l'heure approche. J'invite certains députés du parti libéral à regarder ce que pensent certains de leurs partisans ou anciens partisans, comme M. Lalande qui n'est plus parmi nous, au sujet du libre-échange. Je ne pense pas qu'ils voudraient le voir déchirer.

M. le vice-président: Comme il est 13 heures, je quitte maintenant le fauteuil pour le reprendre à 14 heures.

(La séance est suspendue à 13 heures.)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 14 heures.